

LE SOLEIL

samedi, 1er novembre 1980



Lorsque les délégations des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se réunissent, aussitôt apparaît le spectre d'une hausse du prix du litre d'essence le lendemain matin chez le pompiste du coin.

**L'OPEP:
mettre un frein
à la soif des
compagnies**

L'Organisation des pays exportateurs du pétrole (OPEP) fête en novembre ses premiers vingt ans. De naissance difficile, ce syndicat est devenu dans l'esprit de plusieurs une sorte de gouvernement mondial régissant le tarif du pétrole. Ce jugement est démesuré par rapport à la réalité, affirme Antoine Ayoub, directeur du GREEN à l'université Laval. André Dionne l'a rencontré.

L'OPEP: mettre un frein à la soif des compagnies

Lorsque les délégations des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se réunissent, aussitôt apparaît le spectre d'une hausse du prix du litre d'essence le lendemain matin chez le pompiste du coin.



andré
dionne

Depuis 1973 surtout, la scène se répète souvent de sorte que l'OPEP est considérée comme un gouvernement supranational qui gère l'approvisionnement pétrolier des pays industrialisés et bientôt on la tiendra responsable du coût élevé de la vie.

Cependant, "en fouillant un peu, c'est pas tellement fort comme organisation et elle n'a pas les moyens que lui prête son nom."

"Au fond, l'OPEP est un syndicat qui a réussi tant bien que mal à limiter les dégâts" que causaient à ses membres les vraies superpuissances dans le monde du pétrole, les compagnies privées multinationales.

Cette opinion de M. Antoine Ayoub, professeur au département des Sciences économiques et directeur du Groupe de recherches en économie de l'énergie (GREEN) à l'université Laval, a de quoi surprendre et contraste avec l'opinion fort répandue et généralement admise.

En fait l'histoire est un guide intéressant qui donne une perspective nouvelle démontrant que c'est avec peine que l'OPEP a vu le jour.

L'activité pétrolière au Moyen-Orient en particulier commence en 1920 et ce n'est que 40 ans plus tard que l'OPEP verra le jour.

"Il est déjà trop tard ou du moins très tard, affirme Antoine Ayoub, et la raison d'être de l'OPEP est une réaction de défense contre les compagnies multinationales" qui s'étaient approprié toutes les concessions pétrolières et assuraient leur exploitation.

Puisque les compagnies étaient si puissantes et les pays divisés, disparates, petits, il était logique de penser au regroupement, regroupement initié par les ministres du Pétrole de l'Arabie saoudite et du Venezuela.

Les accords de Bagdad sont signés à la fin de 1960 et le nouvel organisme regroupe l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran

et le Koweït pour les pays du Moyen-Orient et le Venezuela, en Amérique du Sud.

Depuis, neuf autres pays s'y sont joints: l'Equateur, l'Algérie, la Lybie, le Gabon, les Emirats arabes unis, le Qatar, Oman, le Bahreïn et l'Indonésie.

L'OPEP n'est donc pas un organisme arabe quoique les Arabes y soient largement majoritaires.

L'histoire

L'industrie pétrolière se développe de façon importante au début de ce siècle et elle est gérée essentiellement et exclusivement par les "7 soeurs" ou les sept compagnies majeures dont cinq sont américaines, Exxon, Socal, Mobil, Gulf et Texaco, une autre hollandaise, Shell, et une dernière britannique, BP.

A ce groupe, on associe également la Compagnie française des Pétroles dont le rôle demeurerait marginal cependant.

A la sortie de la Seconde Guerre mondiale lorsque débute véritablement l'exploration et la production pétrolière, le partage des zones de production de pétrole associées aux zones d'influence politique est déjà chose faite depuis 30 ans.

Le Japon et l'Italie qui ne sont pas associés aux multinationales entrent alors dans le jeu et vont changer les données traditionnelles de ce commerce en haussant leur offre du partage des bénéfices à ces nouveaux Etats qui ne visent qu'à achever leur indépendance et à assurer la souveraineté sur leurs ressources pétrolières.

Grâce à eux, de nouveaux types de contrats sont signés ou apparaît pour la première fois le partage des bénéfices à part égale, partage qui va déstabiliser le pouvoir des multinationales et renforcer la position des Etats riches en pétrole.

Parallèlement, les efforts de ces pays nouvellement constitués, pour la nationalisation de leurs ressources pétrolières ont été nombreux mais peu furent couronnés de succès avant 1970 et encore les quelques réussites seront truffées de compromis.

Mossadegh, en Iran, tente le premier la nationalisation des ressources pétrolières et du réseau de production de son en 1953 et pour cette raison, il sera chassé du pouvoir par les multinationales aidées des services de renseignements américains, la CIA; le chah Reza Pahlavi sera cet homme de compromis, pro-occidental qui lui succédera.

En Irak, les premiers efforts de nationalisation remontent à 1961 mais n'aboutissent de façon satisfaisante qu'en 1972.

Une bataille rangée

Ainsi, de 1950 à 1960, s'engage une formidable bataille rangée entre ces nouveaux Etats d'une part et les multinationales d'autre part pour le contrôle des ressources naturelles et le partage des revenus provenant du pétrole.

Les multinationales vont tout faire par la suite pour contrecarrer les plans des Etats nouveaux et de leurs associés: baisse des prix, surabondance du pétrole de façon à briser les reins de ce nouveau

marché qui veut échapper à son emprise.

Cette guerre des prix lancée par les multinationales, un fait normal dans le monde des affaires, constitue une donnée fondamentale précédant la naissance de l'OPEP: les pays producteurs, de plus en plus autonomes, devaient faire en sorte qu'on ne baisse pas trop les prix; non pas qu'on les augmente, précise M. Ayoub, mais qu'on ne les baisse pas trop, le pétrole étant à toutes fins utiles la seule ressource financière de ces Etats du Tiers-Monde assis sur un baril d'or qui ne leur appartenait pas.

L'OPEP est donc née dans ce contexte de domination absolue des multinationales sur leurs richesses naturelles et aussi d'efforts et de luttes de la part des pays exploités pour assurer leur indépendance et la souveraineté sur leurs richesses.

Un syndicat

L'OPEP dont le siège social est établi à Vienne en Autriche où on lui assure une quasi reconnaissance diplomatique, est essentiellement un secrétariat, un centre de recherches et d'information. Elle n'a aucun caractère décisionnel.

Sur le plan administratif, elle prend de l'importance mais non pas sur le plan décisionnel. Ce sont les ministres réunis qui décident toujours selon les nécessités et objectifs de leur pays respectif.

L'OPEP est un organisme fort en autant que ses membres sont cohérents ce qui n'est pas toujours le cas pour des raisons fort diverses.

En ce sens, ce ne peut pas être un cartel mais un syndicat qui revendique au nom de ses membres qui n'ont qu'une seule chose en commun: le pétrole. C'est la seule chose qui les maintienne ensemble puisque toutes les autres données tendent plutôt à les séparer.

Ces premières spécificités sont d'ordre démographique. Des pays comme l'Indonésie (132 millions en 1977), l'Iran (36,8 millions en 1979) et l'Algérie (18,5 millions en 1978) sont très peuplés de sorte que leurs besoins financiers sont beaucoup plus importants que des pays à faible densité de population comme les Emirats arabes unis (891,500 en 1979), le Qatar (250,000 en 1980) ou encore l'Arabie saoudite (8 millions en 1978).

Les pays membres présentent aussi des visages fort différents sur le plan politique: de la monarchie à la république en passant par les régimes militaires, parlementaire, à parti unique ou à partis multiples.

Sur le plan des réserves pétrolières, on retrouve la même diversité: l'Arabie saoudite dispose des réserves connues les plus importantes du monde qui lui permettent des ressources financières pour répondre à des besoins parmi les moins importants compte tenu de sa population.

D'autres pays densément peuplés disposent de réserves connues qui seront rapidement épuisées.

Radicaux et modérés

Les nouveaux arrivants comme l'Algérie, la Lybie... ont apporté avec eux une nouvelle idéologie beaucoup plus radicale sur le plan du comportement politique.

Tous les précédents facteurs rassemblés font qu'un clivage très net s'est dessiné et qui est apparu au grand jour: les radicaux et les modérés.

Mais au-delà de l'idéologie, les besoins matériels proposent de nouvelles définitions du radicalisme ou de la modération.

A ce titre l'ex-chah d'Iran pouvait être considéré comme un "radical" pronant la hausse des prix du pétrole et l'indexation de ces prix tout en étant sur le plan politique considéré par les Occidentaux dont il servait les intérêts comme un "modéré".

Par contre, l'Arabie saoudite, très préoccupée par la question arabe, dont les coffres regorgent de pétrodollars, commande la modération dans les hausses de prix, ne défend pas l'indexation et confie l'exploitation de sa principale ressource à un consortium contrôlé par les Américains, Aramco.

Malgré les différenciations et les facteurs de dissensions, estime M. Ayoub, les pays producteurs conviennent qu'il vaut mieux pour eux de se concerter sur le plan des prix tant bien que mal.

Autrement, ce serait remettre le pouvoir entre les mains de la puissante Arabie saoudite qui détiendrait toute la balance du pouvoir en raison de ses immenses ressources.

Ainsi, à chaque trois mois en principe, c'est dans ce cadre complexe où les intérêts régionaux, nationaux et internationaux sont divers, les besoins et les ressources tout aussi différents, que se déroule cette étrange négociation qui se termine par la fixation du nouveau prix du baril de pétrole, prix qui n'est pas toujours respecté d'ailleurs.

Le Tiers-Monde

La fixation des prix du pétrole n'est pas le seul objectif de l'OPEP. Tous les pays membres sont apparentés au Tiers-Monde avec tout le bagage que charrie cette expression: analfabétisme, pauvreté, faiblesse de l'agriculture, absence d'industrie et souvent dépendance politique.

Dès le début, les pays membres ont acquis un certain poids auprès des pays du Tiers-Monde en raison de leurs capacités financières. Ils ont maintenant le modèle occidental de l'aide et à cet effet chaque pays a fait des efforts plus ou moins considérables, dans certains cas très considérables, et l'OPEP comme entité dispose d'un fond de \$2 milliards pour aider les pays sous-développés.

"Il est donc difficile de jeter la pierre aux pays membres de l'OPEP", affirme Antoine Ayoub.

L'OPEP: mettre un frein à la soif des compagnies (suite)

D'autre part, les surplus monétaires accumulés par les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient seraient de l'ordre de \$60 milliards selon une évaluation optimale citée dans Middle East Yearbook 1980.

Encore plus

S'ils ont déjà fait beaucoup et des projets grandioses, les pays de l'OPEP ont voulu faire davantage que d'imiter le modèle occidental et favoriser un accord entre pays consommateurs et pays exportateurs de façon à pouvoir aider d'une manière efficace.

Grâce à la France et à l'Arabie saoudite, on a voulu réévaluer l'endettement des pays en voie de développement, organiser le transfert de la technologie des pays riches, uniformiser et stabiliser les prix des matières premières, définir le redéploiement industriel et proposer des modèles nouveaux de développement.

C'était le dialogue Nord-Sud ou la définition d'un nouvel ordre économique mondial, dialogue de sourds qui s'est éternisé pendant deux ans.

Malgré des plans précis qui avaient été fabriqués avec grand sérieux à la suite de travaux de cinq ans, certains pays ont préféré vouloir régler le problème du pétrole...

Les esprits n'étaient tout simplement pas bien préparés", conclut Antoine Ayoub.

Objectifs plus larges

Malgré cela, ce n'est pas suffisant. Il faut aller plus loin et poursuivre des objectifs beaucoup plus globaux comme d'assurer dans les pays du Tiers-Monde le développement de sources énergétiques alternatives, soit le solaire, le nucléaire ou l'hydro-électricité et les énergies douces telles la tourbe ou le vent...

Une telle attitude aurait pour effet direct un assainissement du marché du pétrole et un recyclage intelligent des pétro-dollars.

Pour les pays occidentaux, ce déblocage permettrait de vendre leur technologie avancée et ainsi régulariser la balance de leurs paiements.

Avant la guerre entre l'Irak et l'Iran, trois pays, le Venezuela, l'Algérie et l'Irak avaient chacun proposé la création d'une banque de l'OPEP avec un capital initial de \$20 milliards, organisme qui lui aurait permis de jouer un rôle semblable à celui de la Banque mondiale avec qui ils ne peuvent s'associer pour des raisons de contrôle.

Est-il réaliste de vouloir rassembler une telle somme?

Selon M. Ayoub, la dernière hausse du pétrole aurait coûté à l'ensemble des pays du Tiers-Monde, la somme fabuleuse de \$6 milliards... Il aurait été facile de virer celle-ci pour aider les pays du Tiers-Monde et c'est peu de choses par rapport à des rentrées totales de fonds de l'ordre de \$100 à \$200 milliards par année.